

## Pour une rentrée de lutte des classes

*Dans la nuit du 19 au 20 août dernier, au moins 2 043 enfants ont dormi à la rue. Ce décompte opéré par l'Unicef ne tient compte que des appels passés au 115 (l'hébergement d'urgence) restés sans solution. Des centaines, voire des milliers d'autres mineurs dorment aussi dehors cette semaine. Depuis 2020, ce chiffre est en constante augmentation, loin des promesses gouvernementales de faire du sort de la jeunesse une priorité...*

### L'école dans l'œil du cyclone

Quartier pauvre rime souvent avec école délabrée : pas assez de mobilier, infestation de rongeurs, infiltration de la pluie. À Marseille, certains enseignants doivent faire classe dans les couloirs. Et si l'argent manque rarement pour bunkériser les bâtiments au nom de la sécurité, l'isolation thermique reste en revanche à la traîne dans bon nombre des 51 000 établissements scolaires – le Sénat a bien rendu un rapport en juin 2023, constatant que les fonds disponibles sont largement sous-utilisés et promettant une loi, mais rien n'a bougé.

En cette rentrée, il manque au moins 3 000 profs, qui n'ont pas été recrutés faute de candidats aux concours. Le métier ne fait plus rêver. Les salaires enseignants ont décroché de 25 % par rapport au coût de la vie ces 20 dernières années. Les suppressions de postes ont rendu les mutations pour rapprochement de famille plus longues à décrocher, voire parfois quasi impossibles. Les conditions de travail se sont dégradées.

Alors les rectorats bouchent les trous comme ils peuvent en embauchant des contractuels d'autant moins enclins à rester qu'ils sont encore plus mal payés que les titulaires. Au final, ce sont nos enfants qui en pâtissent. Car dans les milieux bourgeois, ça fait longtemps que la progéniture ne fréquente plus l'école publique, mais cette petite frange de l'école privée qui n'attire que les rejetons de riches.

### Ils jouent les prolongations...

Pourtant, à en croire la ministre de l'Éducation nationale Belloubet, tout marcherait à merveille. Elle

a assuré à la presse que les « réformes » engagées iront au bout. Les groupes de niveau en français et en maths en 6e et 5e sont unanimement décriés, parce qu'ils vont accentuer un tri social déjà fort dans le système éducatif français ? On les rebaptise « groupes de besoins » et le tour serait joué ?

Pas plus que Belloubet, le reste du gouvernement n'a l'air pressé de rendre son tablier. Ils ont pourtant été largement mis en minorité dans les élections du début de l'été. Et dans les classes populaires, ce n'est plus du rejet mais carrément de la détestation que suscitent les macronistes.

### ... renvoyons-les au vestiaire

Dans son éditorial du week-end, le journal Le Monde s'alarme de voir Macron ne pas nommer de nouveau Premier ministre, au « risque [...] que les Français estiment que voter ne sert à rien et que la protestation se fasse dans la rue ». Bien vu, à un détail près : ce n'est pas un « risque », c'est la solution !

Ce n'est ni de l'Élysée, ni de Matignon que nous obtiendrons, par exemple, l'abrogation de la réforme des retraites qui oblige à partir à 64 ans, encore moins le retour aux 60 ans à taux plein pour tous et toutes. Les « premiers ministrables » penchent plutôt pour la retraite à 66 ans !

Il en va de même pour à peu près tous les problèmes auxquels nous sommes confrontés. Le terrain sur lequel nous pouvons les résoudre, c'est celui de la lutte, pas celui de ces institutions faites par et pour les possédants.

Les conducteurs des bus scolaires de plusieurs villes dans les jours qui viennent d'un côté, et de l'autre le 10 septembre dans l'éducation nationale, les profs sont ainsi appelés à la grève. C'est tant mieux que dès le début s'exprime la colère, mais cela ne doit pas être un petit tour et puis s'en va. De leur côté, la CGT et Solidaires appellent l'ensemble du monde du travail à l'action le 1er octobre. Il s'agit de ne pas en rester à des journées isolées, mais d'aller vers une lutte d'ensemble, vers la grève générale. Fédérer les colères pour faire enfin payer les riches, les actionnaires et le grand patronat.

Retrouvez-nous en ligne !  
Pour nous contacter,  
consulter nos articles  
et revoir nos meetings !



*Ce bulletin est le tien,  
laisse-le où tu veux qu'il soit lu.  
Prends contact avec nous  
pour t'informer !*

## **Paralympiques : pas de médaille pour Macron**

À l'occasion des Jeux paralympiques, Macron se gargarise de son action en faveur des handicapés. Mais, hasard du calendrier, la date de clôture de ces Jeux, le 8 septembre, va coïncider avec celle qui marquera la fin de l'échéance légale pour la mise aux normes d'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public. Or l'immense majorité des lieux concernés, qui sont au nombre de deux millions, ne respectent pas ces normes et les pouvoirs publics laissent faire. Pire : Macron a fait baisser de 100 % à 20 %, le taux obligatoire de logements neufs accessibles aux handicapés. Les performances sportives ne doivent pas dissimuler la réalité du sort des handicapés dans cette société.

## **Moins d'internes, toujours autant de gardes**

La réforme des épreuves d'entrée de l'internat mise en place l'année dernière aura eu comme principal effet de faire redoubler près de 1000 étudiant-es de 6ème année. Ils et elles ont préféré redoubler plutôt que faire partie de la promotion crash-test de la réforme (7ème année 2023-2024). Résultat ? Il y aura seulement 8479 internes à prendre un poste en novembre cette année, contre 9500 l'année dernière. Pour autant, il y aura toujours autant de gardes à assurer. Le sur-travail source de burn-out, on en veut pas !

## **Grève générale des soignants en Inde**

Le 17 août, les soignants se sont mis en grève générale en Inde pour protester contre le viol et le meurtre d'une soignante de 30 ans dans l'hôpital de Calcutta où elle travaillait et durant sa pause. Si une grande part des collègues indiens a depuis repris le travail, le mouvement continue avec des manifestations quasi-quotidiennes d'infirmières et de soignants. Et ces manifestations ont fini par entraîner l'ensemble de la population : le 28 août ce sont des centaines de milliers de manifestants qui ont défilé. Un suspect du viol et de l'assassinat de la médecin a depuis été arrêté, mais les féminicides et les agressions sexuelles restent particulièrement nombreux dans ce pays, mais les femmes montrent qu'elles entendent que ça change !

## **Il n'y a pas qu'aux JO qu'on bat des records**

À l'hôpital Saint-Joseph de Marseille, un patient de 86 ans souffrant d'insuffisance cardiaque a passé 22 heures en attente aux urgences sur un brancard sans boire ni manger. Cette situation n'est pas la faute des collègues des urgences, mais le résultat d'un manque de moyens structurel. Dès qu'il y a un pic d'activité, les services des urgences saturent faute de lits d'aval, de personnel et de moyens suffisants. Pourtant fin août, Frédéric Valletoux, notre ministre démissionnaire mais toujours en poste se félicitait d'une situation aux urgences "meilleure qu'à l'été 2023". Là c'est le record du monde de déni !

## **Quand le management agressif et le harcèlement tuent**

Le 23 août 2024, un collègue du centre hospitalier de Béziers s'est suicidé à son domicile. Il cumulait les emplois de brancardier et de sapeur-pompier volontaire. Il aurait évoqué auprès de ses proches une situation harcèlement au travail et une affectation à un nouveau service qu'on lui avait notifié par courrier. En juin déjà,

une infirmière travaillant dans le même hôpital avait mis fin à ses jours en laissant une lettre où elle dénonçait un harcèlement moral de la part de ses chefs et des conditions de travail insupportables.

Des collègues qui se suicident à cause du boulot et du harcèlement, il y en a chaque année. Selon l'ISNI (intersyndicale nationale des internes), un interne se suicide tous les 18 jours en moyenne !

En tolérant le harcèlement et en mettant en place des conditions de travail qui poussent au burn-out, les directions sont responsables!

## **Même pas honte**

Les soignants du centre hospitalier de Brest ont décidé de créer un « *Mur de la honte* ». Ils collent des feuilles A4 portant les prénoms et initiales des personnes âgées de plus de 75 ans qui ont patienté plus de 12 heures aux urgences avant d'être prises en charge, dont une quarantaine ont attendu plus de 23 heures. Stéphane Vialas, infirmier du bloc opératoire et représentant syndical CGT, rappelle qu'une étude de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris explique qu'« une nuit passée sur un brancard aux urgences augmente la mortalité de plus de 40 % pour les patients de plus de 75 ans ». La direction du CHU brestois a transmis un communiqué à France Bleu où elle en indique qu'« *entre le 10 juillet et le 7 août, 969 patients de +75 ans ont été accueillis aux urgences avec un délai moyen de prise en soins de 10 h 58. 71 patients de +75 ans (soit 7 %) ont été pris en soins sur une durée supérieure à 23 heures* ».

Les efforts des personnels soignants, parfois au détriment de leur propre santé, pour faire vivre un service public de qualité, sont ainsi entravés par le manque de lits. Les économies pour rentabiliser mènent aux catastrophes.

Selon le ministre délégué à la Santé démissionnaire, Frédéric Valletoux, une cinquantaine d'hôpitaux seraient dans ce cas. Ce qui ne semble pas trop le perturber, alors qu'il devrait figurer en tête du mur de la honte avec tous ceux qui démolissent les services publics.

Certains cherchent aussi à instrumentaliser cette situation pour dénigrer les services publics et prétendre que le privé serait bien meilleur. Nous savons pourtant que la recherche du profit pousse les cliniques à privilégier les pathologies rentables et à laisser les autres aux hôpitaux. C'est surtout le modèle à ne pas reproduire ! La santé doit être un droit égal pour toutes et tous.

## **Nantes : décès indignes à l'hôpital**

Comme dans la plupart des hôpitaux, le CHU de Nantes souffre du manque de personnel. Et comme partout, ce sont en priorité les patients des urgences qui payent le prix fort : jusqu'à 70 heures d'attente ! Entre fin juillet et début août, quatre patients sont morts sur des brancards. Une centaine de lits avaient encore été fermés peu avant. La situation du système de santé, catastrophique depuis des années, continue de s'aggraver, conséquence des économies exigées par les pouvoirs publics. Une seule solution pour être soignés correctement : obtenir l'arrêt des fermetures de lits et l'embauche massive de personnel.